

## APN

## Le RCD se retire de toutes les commissions

**L'Assemblée populaire nationale d'Abdelaziz Ziari vient de subir un autre coup dur : le Rassemblement pour la culture et la démocratie, seul parti d'opposition à y siéger, vient d'annoncer le retrait de tous ses parlementaires exerçant des responsabilités dans les commissions ou la vice-présidence.**

**Kamel Amarni - Alger (Le Soir)** - Dans une correspondance signée par le chef du groupe parlementaire du parti, le député de Béjaïa Athmane Mazouz, et adressée, hier mardi au président de l'APN, le RCD enfonce davantage l'Assemblée la plus médiocre qu'a eu à connaître l'Algérie indépendante. «Depuis le mois de janvier 2011, y lit-on d'emblée, le peuple algérien exprime quotidiennement sa colère et son indignation. Les lois sont régulièrement violées et bafouées, des parlementaires sont agressés et des citoyens humiliés sans que l'Assemblée n'ait osé assumer la moindre de ses missions. Malgré de multiples interpellations de notre groupe, vous n'avez pas daigné répondre ni encore moins réagir préférant avaliser les injonctions d'un exécutif prédateur.» Le parti de Saïd Sadi, qui, depuis le début janvier, est à l'avant-garde du mouvement de protestation avec, notamment,

des marches hebdomadaires à Alger, n'a jamais été épargné. Ni par la répression policière classique, ni par celle non moins indigne consistant en une campagne médiatique primaire menée par des organes publics ou de sous-traitants bafouant toute norme élémentaire dès lors qu'il s'agit de «casser du démocrate». Que l'on se rappelle également, ces images honteuses de voyous «loués» chaque samedi par le pouvoir, en guise de «peuple» à dresser contre ces «démocrates venus d'ailleurs». Même les parlementaires du parti ont à chaque fois été arrêtés, agressés comme de vulgaires délinquants de droit commun.

«Pour condamner ce silence (face à tous ces dépassements, ndr) et réhabiliter le minimum de crédibilité due à la fonction parlementaire, nous avons décidé de suspendre nos activités dans une enceinte qui n'en finit pas de sombrer dans la servilité et la compli-



Le parti de Saïd Sadi a, depuis déjà 3 mois, suspendu ses activités parlementaires.

cité dans la désintégration de la nation», ajoute Athmane Mazouz dans sa correspondance à Ziari. «Cette décision a été avalisée par notre conseil national tenu le 3 juin 2011.» Le parti de Saïd Sadi, qui boycotte les plénières et les travaux des commissions depuis plusieurs semaines déjà, invite le président de l'Assemblée à

«prendre acte de cette position et procéder, dès réception de cette correspondance, au remplacement des parlementaires du RCD exerçant des responsabilités dans les commissions ou la vice-présidence de votre Assemblée».

Pathétique fin de mandat pour une Assemblée populaire nationale que même... Abdelaziz

Bouteflika a publiquement humiliée et désavouée, lui qui préfère laisser les «choses sérieuses», à savoir la révision de la Constitution, pour la future Assemblée «pour les raisons que vous connaissez tous», avait-il expliqué lors de son dernier Conseil des ministres.

K. A.

### MEETING CNCD EN ATTENTE DE L'AVAL DE LA WILAYA

## «Le printemps arabe s'invite à Oran»

La CNCD Oran a choisi de reprendre sa série d'activités à Oran en organisant un meeting demain 9 juin, sous le slogan «Le printemps arabe s'invite à Oran».

Ce meeting sera, selon l'un des membres de la CNCD Oran, «animé par des personnalités politiques du mouvement social de l'Egypte, de la Tunisie et du Maroc à côté de personnalités nationales où il sera question de discuter des mouvements de protestation dans leur pays».

Si deux invités ont confirmé leur participation – un Marocain membre de l'ONG Transparency et un avocat tunisien qui viendra parler de la révolution de son pays – celui qui devra représenter l'Égypte est, nous dit-on, en attente d'un visa. Prendront également part à ce meeting, un opposant syrien qui vit en Algérie, ainsi que M<sup>e</sup> Bouchachi, président de la LADDH, et des syndicalistes et le collectif des chômeurs algériens.

Concernant l'autorisation de la tenue du meeting, l'APC d'Oran a donné son accord pour la salle Es Saâda (ex-Colysée), mais les membres de la CNCD Oran attendent depuis plus de trois jours l'aval des services de la Wilaya d'Oran.

«De toute façon, la machine est lancée et nous sommes déterminés à tenir notre meeting, nous avons, comme à chaque fois, respecté la réglementation, nous avons donc accompli notre part des procédures administratives, et sachant que nous sommes en accord avec la loi, nous tiendrons notre meeting ce jeudi à 17 heures à la salle Es Saâda», dira Kaddour Chouicha, membre de la CNCD Oran.

Amel B.

### AHMED DANE DU FRONT POUR LE CHANGEMENT :

## «Le ministère de l'Intérieur ne doit plus superviser les élections»

**Le groupe parlementaire du Front pour le changement s'invite au débat sur la révision de la loi électorale. Il fait une série de propositions pour «entrer en guerre contre la fraude», explique Ahmed Dane, membre du conseil national des dissidents du MSP.**

**Nawal Imès - Alger (Le Soir)** - Ahmed Dane s'exprimait au cours d'une rencontre consacrée à la révision de la loi électorale et porte un regard plutôt critique sur les consultations menées en ce moment sous la direction de Bensalah.

Ces dernières rappellent à Dane la conférence nationale de dialogue initiée en 1991 par Sid Ahmed Ghazali et qui avait joué les prolongations sans

résultats probants. Ahmed Dane s'interroge à ce sujet sur les véritables intentions du pouvoir car, dit-il, «il ne s'agit pas de se concerter pour se concerter ni d'inviter tout le monde et n'importe qui». Pour sortir d'un système de fraude généralisée, il fait une série de propositions dont celle de ne plus permettre au ministère de l'Intérieur de chapeauter le processus électoral et de confier

cette mission à l'appareil judiciaire qui, dit-il, est dans le contexte actuel mieux placé pour assurer un processus moins entaché.

La fraude semble également beaucoup préoccuper Mansour Abdelaziz, le président du groupe parlementaire du Front pour le changement qui explique que cette dernière était généralisée avant et pendant le processus électoral. Il considère que les législatives prochaines seront un véritable test de la bonne foi du régime.

Si la fraude est toujours de mise, avertit-il, le pays pourrait faire un saut dans l'inconnu.

Pour éviter un pareil risque, il fait plusieurs propositions estimant que la proportionnelle est le système le plus adapté à l'Algérie, exigeant la présence des représentants des candidats dans les commissions auprès des magistrats, l'utilisation d'urnes transparentes, la présence des représentants des candidats dans les commissions de wilayas, l'élimination du seuil exigé de 3 % pour les partis politiques, la révision des listes électorales à temps et la révision à la baisse de l'âge permettant de se présenter aux différentes élections.

N. I.

### M<sup>e</sup> MILOUD BRAHIMI ET M<sup>e</sup> CHÉRIF CHORFI :

## «Les réformes politiques doivent réussir»

**Pour les deux avocats Miloud Brahimi et Chérif Chorfi, les réformes politiques annoncées par le président de la République doivent réussir sinon nous irons droit dans le mur.**

**Irane Belkhedim - Alger (Le Soir)** - «Dès ma conférence finie, je dois partir au tribunal plaider la cause d'une fille qui a été présentée à la justice parce qu'on l'a retrouvée à 2h du matin sur une plage avec des amis et des canettes de bière.

Voyez-vous dans quelle époque vivons-nous ?», s'est interrogé hier l'avocat Chérif Chorfi, au cours d'une table ronde qui s'est tenue au Centre de presse d'El Moudjahid et qui a eu pour thème «le droit et sa sollicitation dans la dynamique du changement actuellement engagée».

Abordant plusieurs points à la fois, l'intervenant a indiqué que le droit est avant tout une question de bon sens. «Au nom

du droit, nous pouvons faire avaler des couleuvres». Chérif Chorfi est contre la prise de nouvelles dispositions dans la précipitation. «Trop de dispositions prises dans l'urgence de la situation produisent des lois de colmatage car elles répondent aux problèmes pour un temps et laissent des brèches ouvertes. Il n'y a pas de vision à long terme et uniforme pour tous les Algériens quel que soit leur statut social.»

Chérif Chorfi ajoute que les pouvoirs publics sont «frileux» puisqu'ils émettent des décisions qui sont annulées dès qu'elles attisent la colère des citoyens. C'est le cas des révoltes citoyennes qui avaient secoué différentes régions du pays en janvier 2011.

La réaction du gouvernement algérien a été de calmer les esprits en révisant certains textes de la loi de finances 2009. «Une certaine frilosité nous empêche d'avancer dans quelconque direction prise», a souligné l'avocat Miloud Brahimi.

L'intervenant s'emporte presque en parlant de la réforme de la justice, créée à toutes les occasions.

«La réforme de la justice est liée au système. Le système doit changer pour que la justice change. C'est ce que nous sommes en train de faire en ce moment.»

Préférant les sous-entendus au discours clair, Miloud Brahimi affirme que «le droit est une question très sérieuse pour qu'elle soit confiée à des juristes». Ne pouvant être plus explicite, il précise qu'il fait allusion au dernier discours du président de la République dans lequel il avait annoncé de grandes réformes politiques.

«Quand je vois ce que font les juristes de cet engagement présidentiel, l'on se demande où on va !», lâche-t-il, indiquant que les réformes annoncées expriment une intention politique «saine», mais qu'une fois lancées, elles doivent réussir. «Sinon, nous irons droit dans le mur».

I. B.